
François Legendre : «Aider les gens à devenir acteur est une nécessité démocratique»

Responsable du service action sociale - Caf de Charente-Maritime

[Imprimer la page](#)

Régulièrement, la Caf de Charente-Maritime contacte Apriles afin de porter à la connaissance de l'agence de nouvelles actions en développement social local (DSL). Des initiatives nombreuses à mettre au crédit d'une politique volontariste de l'institution et d'une bonne compréhension par les élus locaux des enjeux portés par le développement social. Rencontre avec François Legendre, responsable du service action sociale de la Caf de Charente-Maritime.

Apriles: Le Petit Gibou ([voir fiche Apriles](#)), et aujourd'hui le quartier de La Grenette ([voir fiche Apriles](#))... Votre institution apparaît fortement mobilisée sur les démarches DSL.

François Legendre : Oui, l'action du Petit Gibou, aujourd'hui terminée a lancé une dynamique en faveur des projets de DSL sur le territoire. Les orientations de la Caisse Nationale (Cnaf) qui encouragent ce type d'initiatives, ont été largement reprises par la Caf de Charente-Maritime dont le projet de service fixe le cadre de vie comme l'un des axes prioritaires de l'intervention des agents de développement. En découlent plus d'une quinzaine d'actions sur le territoire départemental – dont La Grenette – au sein desquelles nos agents s'attachent à soutenir des projets collectifs émanant d'initiatives des habitants, concernant leur logement et leur environnement.

Apriles : Qui est à l'origine de ces actions ?

F.L. : C'est parfois les bailleurs, la Caf ou le Conseil général, mais c'est souvent les municipalités qui encadrent les processus, comme à La Grenette où le Maire a formulé directement auprès de nos services une demande d'accompagnement des actions sur le territoire de sa commune. C'est une chose positive d'ailleurs. L'impulsion des élus est en effet tout à fait souhaitable, car ils sont en mesure de mobiliser l'ensemble des forces du territoire autour des projets collectifs. Reste à faire émerger ces projets et c'est sans doute la plus-value de la Caf.

Apriles : Pour quelles raisons ?

F.L. : Les initiatives doivent venir des habitants. Il faut être en capacité de créer le contexte propice à l'expression et au croisement des regards. Il faut aussi savoir accompagner l'action en prenant une juste place dans le processus. Nos agents sont formés à ces techniques qui s'inscrivent dans une méthodologie d'intervention sociale portée par l'institution. Notre expertise sur les actions DSL est reconnue. Nous sommes repérés par l'ensemble des acteurs locaux qui nous interpellent sur ces questions.

Apriles : Quelles sont les bénéfices des initiatives en DSL ?

F.L. : Les actions de développement social partent d'une problématique particulière dont la dynamique déborde souvent sur d'autres champs en un effet boule de neige. Au Petit Gibou par exemple, lorsque nous avons travaillé sur l'amélioration de l'habitat, nous nous sommes aperçus que les impayés de loyer diminuaient. Le climat est devenu meilleur. Les effets bénéfiques du groupe en action, qui devient promotionnel, rejaillissent en outre sur les individus. Ils reprennent confiance dans leurs capacités à agir, et à rebondir dans l'adversité. Ce qui est bon pour les habitants, l'est également pour la municipalité et les bailleurs. Le retour sur investissement est pertinent. Certaines collectivités locales et des organismes HLM en ont compris l'intérêt.

Apriles : Pourquoi le mouvement ne se généralise-t-il pas ?

F.L. : Les projets collectifs, qui sont par définition des projets de territoire, s'inscrivent dans un mouvement qui vient bousculer beaucoup de représentations. Le DSL n'est pas un pansement. C'est une dynamique qui met en jeu de nombreux équilibres. Et c'est probablement la raison pour laquelle beaucoup d'élus peinent encore à s'y engager. C'est un pari, qui demande du courage. A l'heure où la précarisation des familles s'accroît, la demande augmente et beaucoup de professionnels gèrent l'urgence avec des ressources constantes. Le temps et l'énergie peuvent manquer. Pourtant, le développement social et les dynamiques qu'il génère peuvent constituer des remparts intéressants face à la crise. Et, à l'heure des difficultés, aider les gens à devenir acteur est une nécessité démocratique.

Propos recueillis par **Sébastien Poulet-Goffard**

